



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES DE LA VIENNE**

**Arrêté n°2021\_DDT\_SEB\_666 en date du 8 – NOV. 2021**

portant suspension de toute activité en attente de régularisation de la situation administrative de l'installation de prélèvement d'eau située sur la parcelle ZR106 sur la commune de MAISONNEUVE, installation exploitée par M.ROLLAND Philippe, demeurant 8 Grand Rue, commune de MAISONNEUVE

La préfète de la Vienne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier du Mérite Agricole

**Vu** le code de l'environnement, en particulier les articles L.171-1 à 6 relatifs aux contrôles administratifs et au rapport de manquement ;

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8 relatifs aux mesures et sanctions administratives ;

**Vu** le code de l'environnement, en particulier les articles L.211-1 et suivants relatifs au régime général et à la gestion de la ressource dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques ;

**Vu** le code de l'environnement, en particulier les articles R.214-1 relatif à la nomenclature « eau » relative aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à 3 susvisés ;

**Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration ;

**Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements d'eau ;

**Vu** le décret du 15 janvier 2020 du président de la République portant nomination de Madame Chantal CASTELNOT préfète de la Vienne ;

**Vu** l'arrêté n°2020-SG-DCPPAT-018 du 3 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Eric SIGALAS, dans les missions relevant des attributions de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne ;

**Vu** la décision n°2021-DDT-21 en date du 12 août 2021, par laquelle le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne a donné une subdélégation de signature aux agents de la DDT86, sur toutes les décisions et correspondances entrant dans leur champ de compétences ;

**Vu** le contrôle effectué, le 26 octobre 2021, dans le cadre de missions de contrôle de la réglementation relative à l'eau ;

**Considérant** que l'installation de prélèvement d'eau, objet du présent arrêté, se situe dans le bassin de la Dive du Nord ;

**Considérant** que le bassin du THOUET, sous-bassin de la Dive du Nord est classé en Zone de Répartition des Eaux, caractérisée par un déséquilibre quantitatif chronique ;

**Considérant** que M. ROLLAND Philippe n'a pas déclaré l'installation de prélèvement d'eau située sur la parcelle ZR106, dont il est propriétaire, sur la commune de MAISONNEUVE ;

**Considérant** que l'installation de prélèvement d'eau située sur la parcelle ZR106 sur la commune de Maisonneuve, exploitée par M. ROLLAND Philippe, ne respecte pas l'article L.214-3 du code de l'environnement qui précise que sont soumis à autorisation de l'autorité administrative les installations, ouvrages, travaux et activités susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation, de porter gravement atteinte à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique, notamment aux peuplements piscicoles ;

**Considérant** que face à la situation irrégulière de ce prélèvement d'eau par M.ROLLAND Philippe, et eu égard à la gravité des atteintes aux intérêts protégés par le code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du même code en suspendant l'activité de l'installation de prélèvement d'eau située sur la parcelle ZR106 sur la commune de MAISONNEUVE, en attente de la régularisation de sa situation administrative;

## **ARTICLE 1**

Le fonctionnement de l'installation de prélèvement d'eau située sur la parcelle ZR106 sur la commune de Maisonneuve est suspendue à compter de la date de notification du présent arrêté et jusqu'à régularisation de la situation administrative de cette installation.

M. ROLLAND Philippe, prendra toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts protégés par les articles L.211-1 du code de l'environnement, durant la période de suspension et notamment le gardiennage et la sécurité de l'installation.

Conformément à l'article L. 171-9 du code de l'environnement l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel, pendant la durée de cette suspension, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

## **ARTICLE 2**

Les installations susvisées devront rester à tout moment accessibles aux agents chargés d'effectuer des contrôles au titre de la Police de l'eau.

## **ARTICLE 3**

Dans le cas où la suspension prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être apposé des scellés sur les installations objet de la présente décision, conformément à l'article L. 171-10 du code de l'environnement ;

Conformément au II.5° de l'article L.173-1 du code de l'environnement, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende le fait d'exploiter une installation ou un ouvrage, d'exercer une activité ou de réaliser des travaux mentionnés aux articles cités au premier alinéa, en violation d'une mesure de mise en demeure prononcée par l'autorité administrative en application de l'article L. 171-7 ou de l'article L. 171-8.

#### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois suivant la date de sa dernière mesure de publicité d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur ROLLAND Philippe, et publié aux recueils des actes administratifs du département.

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État de la Vienne pendant une durée minimale de deux mois, en vue de l'information des tiers.

Copie sera adressée à :

Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Monsieur Le Sous-Préfet de Chatellerault,

Monsieur Le Maire de la commune de Maisonneuve,

Monsieur Le Directeur Départemental des Territoires,

Monsieur Le Responsable de l'Office Français de la Biodiversité – Service Départementale de la Vienne,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,

Directeur Départemental Adjoint

  
**Stéphane NUQ**